



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement d'Occitanie**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant autorisation de l'extension du site
et modification de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 à la suite du réexamen des
meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets et la modification des
conditions d'exploiter pour la société SÉCHÉ Eco-Services à ROQUES-SUR-GARONNE**

N° 142

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45, R. 181-46, R. 515-60, R. 515-67, R. 515-68 et R. 515-70 à R. 515-73 ;

Vu la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

Vu la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE susvisée ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive 2010/75/UE susvisée ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 autorisant la société SÉCHÉ Eco-Services d'exploiter une installation de tri et de traitement de terres polluées à Roques-sur-Garonne, boulevard du Grand Castaing, section AN, parcelle n° 192 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2020 fixant des prescriptions complémentaires à la société SÉCHÉ Eco-Services à Roques-sur-Garonne ;

Vu le rapport de base référencé A87132/A, daté de décembre 2016, annexé à la demande d'autorisation d'exploiter déposée en février 2017 par la société SÉCHÉ Eco-Services en application du 3° de l'article R. 515-59 du code de l'environnement ;

Vu le dossier de réexamen déposé par la société SÉCHÉ Eco-Services, le 14 août 2019, en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 19 mai 2022 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2023-006, du 4 octobre 2023, déposée par la société SÉCHÉ Eco-Services portant sur le projet d'extension de sa plateforme de Roques-sur-Garonne ;

Vu le dossier de porter à connaissance, déposé le 4 octobre 2023, par la société SÉCHÉ Eco-Services, à l'appui de la demande d'examen au cas par cas susvisée ;

Vu la décision de non-soumission à évaluation environnementale du 14 novembre 2023 relative au projet d'extension susmentionné ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 18 septembre 2024 ;

Considérant qu'à la suite du réexamen des prescriptions dont est assorti l'arrêté préfectoral portant autorisation du 26 décembre 2017 modifié, susvisé, il y a lieu de les actualiser pour assurer leur conformité aux articles R. 515-60, R. 515-67 et R. 515-68 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de notifier à l'exploitant les prescriptions des annexes de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé qui sont applicables aux installations susvisées ;

Considérant qu'au regard des nouvelles MTD et NEA-MTD relatives à la surveillance des effluents aqueux et à celle des effluents gazeux, ainsi qu'aux niveaux d'émission associés, il y a lieu de réviser les articles correspondants dans l'arrêté du 26 décembre 2017 modifié susvisé ;

Considérant, par ailleurs, qu’au regard du rapport de base susvisé, il convient de prescrire à l’exploitant la surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines qu’il exerce déjà au droit du site ;

Considérant que le projet d’extension n’est pas soumis à une évaluation environnementale, suite à l’examen au cas par cas, prévu par l’article R. 122-3 du code de l’environnement ;

Considérant que l’extension de la plateforme est destinée à ne recevoir que des déchets non dangereux ;

Considérant que l’ensemble des aménagements de la plateforme existante, complétés par ceux prévus pour son extension, sont de nature à limiter les nuisances et les risques présentés par l’installation ;

Considérant qu’il y a lieu d’actualiser les prescriptions applicables en conséquence ;

Considérant que le projet d’arrêté a été porté à la connaissance de l’exploitant, par courriel du 20 septembre 2024, et dont il a été accusé réception le même jour ;

Considérant l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais impartis ;

Sur proposition du chef de l’unité interdépartementale de l’Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement Occitanie,

Arrête :

Art. 1^{er} : Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, la société SÉCHÉ Eco-Services, dont le siège social est situé à CHANGE (53810), lieu-dit Les Hêtres, et qui est autorisée à exploiter une plateforme de tri et de traitement de terres polluées à ROQUES-SUR-GARONNE (31220), boulevard du Grand Castaing, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

Art. 2 : Les annexes de l’arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé applicables aux installations visées à l’article 1er sont les suivantes :

- 1 ;
- 2 ;
- 3.1 (paragraphe I, II, IV.1, VI, VII, VIII, IX, X) ;
- 3.2 (1er alinéa et paragraphe III) ;
- 3.4 (paragraphe II, VII et IX).

Art. 3 : Les prescriptions suivantes sont modifiées, supprimées ou complétées par celles figurant à l’annexe I du présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des prescriptions complétées ou modifiées Thème	Nature des modifications (modification, complément) Références correspondantes du présent arrêté
--	---	---

Arrêté du 26 décembre 2017	Article 1.2.1 Nature des installations	Modification Annexe I – Article 1.2.1
	Article 1.2.2 Situation de l'établissement	Modification Annexe I – Article 1.2.2
	Article 1.5.6 Cessation d'activité	Modification Annexe I – Article 1.5.6
	Article 3.2.3. Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques	Complément Annexe I – Article 3.2.3
	Article 4.4.4 Entretien et conduite des installations de traitement (Bassins)	Modification Annexe I – Article 4.4.4
	Article 4.4.8 Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles avant réutilisation	Modification Annexe I – Article 4.4.8
	Article 5.1.4 Destination finale des terres	Modification Annexe I – Article 5.1.4
	Article 8.2.1 Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées	Modification Annexe 1 – Article 8.2.1
	Article 8.2.3 Autosurveillance des rejets aqueux	Modification Annexe I – Article 8.2.3
	Article 8.2.5 Surveillance des eaux souterraines et des sols	Complément Annexe I – Article 8.2.5
Arrêté complémentaire du 21 juillet 2020	Articles 3 et 4 Capacités des installations	Modification Annexe I – Article 1.2.1

Art. 4 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 5 : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales, fixées par le présent arrêté, entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 6 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art. 7 : Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de ROQUES-SUR-GARONNE et peut y être consultée par tout intéressé. Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de ROQUES-SUR-GARONNE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SÉCHÉ Eco-Services.

Fait à Toulouse, le 30 OCT. 2024

Pour le préfet de la Haute-Garonne

et par délégation :

La sous-préfète, directrice de cabinet,

Pour le Préfet
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet

Houda VERNHET

Annexe : prescriptions techniques modifiées ou complétées

ANNEXE I
Prescriptions techniques modifiées ou complétées

Article 1.2.1 – Nature des installations (modification)

Le tableau de classement des activités autorisées de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2017 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique ICPE	Désignation de la rubrique	Nature et éléments caractéristiques des activités exercées	Régime
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Aire de transit et regroupement de terres polluées non dangereuses. Capacité instantanée maximale : 22 200 m³	E
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	Aire de transit et regroupement de terres polluées dangereuses. Capacité instantanée maximale : 40 000 t	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.		A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795.	Unité de criblage à sec : 800 t/j Unité de criblage humide : 300 t/j Broyeur : 1500 t/j Unité de traitement par biopiles (moyenne annuelle) : 160 t/j Soit une capacité totale de 2760 t/j	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j.		A
3510	Élimination ou valorisation des déchets		A

	dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique.		
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique.		A

A (autorisation) – E (enregistrement)

Les prescriptions des articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2020 sont modifiées par les prescriptions suivantes :

Outre les limites fixées dans le tableau de classement ci-dessus, la quantité totale de terres polluées – dangereuses ou non dangereuses – en transit, en attente de tri ou de regroupement ainsi que les terres polluées en attente de traitement ou d'expédition après traitement sur l'installation est au plus égale à 40 000 tonnes à un instant donné.

Le tonnage annuel maximal autorisé à transiter (avec ou sans traitement) sur le site est au plus égal à 140 000 tonnes de terres polluées (dangereuses ou non dangereuses).

Article 1.2.2. – Situation de l'établissement (modification)

Les prescriptions de l'article 1.2.2. de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 sont modifiées par les prescriptions suivantes :

Les installations sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Lieu-dit	Parcelles	Superficie
Roques-sur-Garonne	ZAC Sans Soucis	Section AN parcelle n° 192 pour partie	16 220 m ²
		Section AN parcelle n° 207 pour partie	1 000 m ²
		Section AN parcelle n° 320 pour partie	200 m ²
		Section AN parcelle n° 209 pour partie	1 700 m ²
		Section AN parcelle n° 394 pour partie	900 m ²
		TOTAL	20 020 m ²

Article 1.5.6. – Cessation d'activité (modification)

Les prescriptions de l'article 1.5.6. de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 sont modifiées par les prescriptions suivantes :

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est un usage compatible avec les occupations et utilisations du sol (usage) définies par le règlement du PLU de la commune de Roques-sur-Garonne ou du PLU intercommunal.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

La notification comporte notamment une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base susvisé.

Article 3.2.3. – Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques (complément)

Les prescriptions de l'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 modifié sont complétées par les prescriptions suivantes :

Les rejets canalisés issus des installations de traitement physico-chimique (broyage, lavage) et des biopiles) des terres polluées doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Paramètre	Concentration (mg/Nm ³)
Poussières	5

Les valeurs limites s'imposent à la valeur moyenne de 3 mesures consécutives d'une durée minimale de trente minutes chacune.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Article 8.2.1. – Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées (modification)

Les prescriptions de l'article 8.2.1. de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 sont modifiées par les prescriptions suivantes :

Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 3.2.3 du présent arrêté doit être effectuée selon la périodicité définie ci-dessous :

Paramètres	Points de rejets canalisés	Fréquence
COV totaux non méthaniques	Système d'aspiration d'air des biopiles	Trimestrielle
Benzène		
Poussières	Système d'aspiration des installations de broyage et de lavage et des biopiles	Semestrielle

Article 4.4.4. – Entretien et conduite des installations de traitement (bassin tampon) (modification)

Les prescriptions de l'article 4.4.4 de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux de ruissellement de la plateforme sont récupérées dans un bassin tampon de 1 300 m³. Ces eaux sont traitées par :

- un décanteur-séparateur d'hydrocarbures,
- un filtre à sable,
- un filtre à charbon actif,

avant d'être stockées dans deux bassins de contrôle de 300 m³ chacun.

Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est conforme aux normes en vigueur. Il est nettoyé lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les systèmes de filtrage au sable et au charbon actif sont entretenus de façon à être toujours performants.

Les fiches de suivi d'entretien du décanteur-séparateur d'hydrocarbures et des systèmes de filtrage sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.8. – Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant réutilisation (modification)

Les prescriptions de l'article 4.4.8 de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

L'exploitant est tenu de respecter, avant réutilisation des eaux résiduaires, les valeurs limites en concentration et ci-dessous définies :

Paramètres	VLE en concentration
Carbone organique total (COT)	60 mg/L
DBO ₅	100 mg/L

MES	30 mg/L
HCT	1 mg/L
Indice phénols	0,3 mg/L
AOX	1 mg/L
Arsenic (As)	0,05 mg/L
Cadmium (Cd)	0,02 mg/L
Chrome (Cr)	0,15 mg/L
Chrome VI	0,1 mg/L
Mercuré (Hg)	5 µg/L
Plomb (Pb)	0,1 mg/L
Métaux totaux (Cu, Ni, Mn, Pb, Sn, Zn)	0,5 mg/L
Al + Fe	5 mg/L

Article 5.1.4. – Destination finale des terres (modification)

Les prescriptions de l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Avant évacuation des terres, il est procédé au minimum à un prélèvement de 10 échantillons représentatifs pour 1 000 m³ de terres évacuées. La méthode de prélèvement et le mode d'analyses font l'objet d'une procédure écrite tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'évacuation des terres doit se faire soit :

1. sur le site d'origine des terres polluées ; dans ce cas, le respect des prescriptions fixées sur le site ainsi que l'accord du propriétaire sont impératifs, les justificatifs doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées,
2. sur un site dit récepteur :
 - pour être réutilisées en technique routière,
 - dans le cadre d'un projet d'aménagement pour lequel un permis de construire ou d'aménager est délivré, ou pour lequel une étude d'impact est réalisée et instruite ; les chantiers sont situés dans la région Occitanie ou les régions limitrophes et l'utilisation de terres issues d'un traitement de terres polluées est explicitement autorisée.
3. dans des filières d'élimination ou de valorisation dûment autorisées à cet effet. Les terres traitées doivent dans ce cas respecter les critères d'acceptation de ces filières.

Dans le cas n°2 ci-dessus, l'exploitant doit respecter les dispositions de la procédure de valorisation hors site des terres excavées issues de site et sols potentiellement pollués, décrite dans le guide en vigueur réalisé par le ministère en charge de l'environnement, l'INERIS et le BRGM.

Les déchets non dangereux, non inertes ou inertes peuvent, par ailleurs, être valorisés, réutilisés ou recyclés à condition de respecter le cadre réglementaire existant, en particulier l'arrêté ministériel du 4 juin 2021 et ses annexes :

- par recyclage, réutilisations tels quels, ou comme composants de produits, dans la fabrication de béton, de ciments pour les sables et granulats par exemple ou toutes autres voies pertinentes,
- par valorisation dans des plateformes de fertilisation de terres, sous réserve que les déchets de matériaux sortants de l'établissement répondent aux critères définis dans les normes et cahiers des charges applicables.

Article 8.2.3. – Surveillance des rejets aqueux (modification)

Les prescriptions de l'article 8.2.3. de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Eaux stockées dans les bassins de contrôle n° 1 et n° 2
Carbone organique total (COT)	Mesure mensuelle sur un échantillon moyen des eaux issues de l'installation de traitement
DBO ₅	
MES	
HCT	
Indice phénols	
AOX	
Arsenic (As)	
Cadmium (Cd)	
Chrome (Cr)	
Chrome VI	
Mercure (Hg)	
Plomb (Pb)	
Métaux totaux (Cu, Ni, Mn, Pb, Sn, Zn)	
Al + Fe	

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 8.1.2 sont réalisées deux fois par an sur ces paramètres par un organisme agréé.

Article 8.2.5. – Surveillance des eaux souterraines et des sols (complément)

Le chapitre 8.2 de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 est complété par l'article 8.2.5 suivant :

Une surveillance des eaux souterraines au droit du site est réalisée à partir d'un réseau constitué de plusieurs puits de contrôle (2 piézomètres en amont et 4 piézomètres en aval hydraulique).

Au moins deux fois par an, en période de basses eaux et de hautes eaux, le niveau piézométrique est relevé afin de déterminer le sens d'écoulement de la nappe et des prélèvements sont effectués dans la nappe.

L'eau prélevée fait l'objet d'analyses sur, au moins, les paramètres suivants : pH, conductivité, hydrocarbures totaux, BTEX, COHV, HAP, AOX, PCB et métaux (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, plomb et zinc).

Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les dix ans et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

30 OCT. 2024

Pour le préfet de la Haute-Garonne

et par délégation :

La sous-préfète, directrice de cabinet,

Pour le Préfet

La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet



Houda VERNHET

